E. Sabourin, O. A. Texeira (éditeurs scientifiques), 2002. Planification et développement territorial au Brésil. Actes du séminaire, septembre 1999, Campina Grande, Brésil. Cirad, Montpellier France, Colloques, 116 p.

Le « nouveau » Nordeste des cerrados dans les nouvelles dynamiques territoriales du Nordeste brésilien

Maria DIONE CARVALHO de MORAES

Université fédérale du Piauí, département des sciences sociales, Teresina, Brésil

Résumé — Le « nouveau » Nordeste des cerrados dans les nouvelles dynamiques territoriales du Nordeste brésilien. Ce qu'on appelle « nouveau » Nordeste des cerrados (ouest de l'Etat de Bahia, sud de l'Etat du Maranhão et sud-ouest de l'Etat du Piauí au Brésil) est un sous-espace régional qui possède des caractéristiques naturelles considérées comme propices à une agriculture mécanisée, avec une structure foncière qui a rendu possible l'appropriation privée d'immenses superficies de chapadas (plateaux élevés à la végétation rase) par des acteurs sociaux pris dans des réseaux de modernisation agricole liés principalement au complexe agro-industriel du soja. Il devient nécessaire, dans la perspective du développement territorial, de comprendre le processus de territorialisation en cours, par lequel de grandes entreprises segmentent verticalement le territoire, ce qui a de sérieuses répercussions sur la territorialité des populations paysannes locales. Dans ce processus, l'espace est désorganisé et réorganisé à partir de pôles dynamiques, par une segmentation verticale soit du territoire en tant que marché, soit du marché en tant que territoire. Les cas de l'ouest de l'Etat de Bahia et du sud de l'Etat du Maranhão sont étudiés à partir de données bibliographiques et celui du sud-ouest de l'Etat du Piauí sur la base d'une recherche empirique.

Mots-clés : cerrados, territoire, territorialité, Nordeste du Brésil, Etat du Piauí (Brésil)

Le processus d'intégration économique de la région Nordeste du Brésil à l'économie nationale, qui a commencé dans les années 1960, peut être appréhendé, actuellement, sous l'angle de la « territorialisation », « déterritorialisation » et « reterritorialisation » (Tdr) (Haesbaert Costa, 1995) qui a été mis en évidence dans les années 1990, à travers la présence de structures modernes de production industrielle, agropastorale ou de services qui cohabitent avec d'autres domaines et segments économiques considérés comme traditionnels. Ce sont les espaces en expansion et les espaces stagnants (Mueller, 1995), qui indiquent la non-homogénéisation des structures productives des sous-espaces du Nordeste (Araújo, 1995). Vilela (1999), qui s'éloigne de cette polarisation, souligne la renaissance productive d'espaces déprimés (selon un modèle des *commodities*), à travers l'exploration des *high value foods* destinées au marché global. Pour Oliveira (1990), ce qui s'est produit dans le Nordeste était une « dérégionalisation » de l'économie au sens d'une intégration extrarégionale, du fait d'une hétérogénéité interne, grâce au renforcement d'entreprises locales, alliées à la bourgeoisie d'autres régions ou à celle de groupes locaux.

Au sein de ce qui est appelé « espace en expansion », on distingue la région des cerrados (savanes arborées) du Nordeste (ouest de l'Etat de Bahia, sud de l'Etat du Maranhão et sud-ouest de l'Etat du Piauí, au Brésil), prise en tant que frontière agricole par l'agro-business du complexe viande-céréales, à partir des années 1980. Biologiquement, les cerrados du Nordeste ne se limitent pas à ces zones (même si elles en représentent la plus grande superficie continue) mises ici en évidence, sur le plan sociologique, par

rapport à leur adéquation à l'expansion de l'agriculture intensive de céréales dans la *chapada* (plateau élevé à la végétation rase).

L'idée d'une région des cerrados du Nordeste se fonde sur celle d'une région des cerrados au Brésil, définie comme un espace agro-écologique, reposant sur la notion d'agro-écosystème (Moraes, 1997). Il nous faut ici questionner l'apparente unité de cette notion, la région des cerrados brésiliens comprenant en fait plusieurs régions, de la zone métalurgique de l'Etat de Minas Gerais en passant par le centre-ouest du Brésil, l'ouest de la Bahia, le sud et l'est du Maranhão et le sud-ouest du Piauí, jusqu'à l'Etat de Rondônia (Cunha, 1994). Cependant, l'idée d'un agro-écosystème (Guivant, 1994) — sociologiquement, un passage de la nature à la culture — permet d'homogénéiser cet espace favorable à l'expansion de l'agriculture moderne du complexe viande-céréales qui, dans les années 1980, touche la région Nordeste du Brésil[1].

L'incorporation des cerrados du Nordeste s'inscrit dans le processus d'intégration de l'économie du Nordeste, évoqué ci-dessus[2], qui aurait culminé dans les années 1990, par le fait qu'il n'y a pas un Nordeste en tant que région autonome. Il ne s'agit plus d'économies régionales, mais d'une économie nationale, dans un contexte globalisé, seulement localisée, malgré des caractéristiques régionalement spécifiques, dans un comportement économique général (Araújo, 1995, 1997 ; Oliveira, 1990). Le Nordeste actuel montre une réalité interne différenciée, complexe, à multiples facettes ; ce sont plusieurs Nordeste (Araújo, 1995) dans leurs particularités et processus productifs organisés et dirigés en dehors de la région, par des acteurs sociaux, qui souvent ne sont pas du Nordeste, et par des tendances récentes d'intégration économique chaque fois plus éloignées de la région et du pays.

Dans ce contexte, la fraction territoriale du *nouveau* Nordeste (Haesbaert Costa, 1995, 1996) des cerrados peut être vue moins comme une restructuration d'un espace régional du Nordeste que comme une extension du centre-sud du Brésil, à travers des réseaux de modernisation agricole liés au complexe viande-céréales, portée en grande partie par les immigrants qui arrivent du sud du pays. S'y ajoutent des tentatives de contrôle politique et de redécoupage de territoires, qui soutiennent cette nouvelle dynamique économique et englobent une (ré)invention des identités, incluant elle-même des tentatives pour instaurer de nouvelles unités politico-administratives grâce à la création de nouveaux Etats : São Francisco (ouest de l'Etat de Bahia et une partie du nord de l'Etat de Minas Gerais), Gurguéia (sud et sud-ouest de l'Etat du Piauí), Maranhão du Sud).

De tels processus de Tdr mettent en évidence ce qui relève des différents aspects du territoire. L'aspect juridico-politique, à travers les circonscriptions et les moyens de contrôle par lesquels le territoire est délimité et contrôlé par un pouvoir déterminé, plus particulièrement celui à caractère étatique. L'aspect culturel, qui recouvre la dimension symbolique et subjective des groupes. Le territoire est alors vu comme un produit de l'appropriation par l'immigration et/ou l'identité sociale sur l'espace. Enfin, le point de vue économique où la territorialisation est soit un produit de l'espace dans la lutte entre classes sociales dans la relation capital-travail (Haesbaert Costa, 1995), soit un produit de la lutte économique de groupes d'entrepreneurs dans une véritable guerre des lieux (Santos, 1999).

Il faut aussi prendre en compte les approches sémiologiques, qui voient le territoire plus comme des flux et réseaux que comme un espace physique, et qui l'observent par le biais de la technologie et de l'information (Raffestin, 1986, 1988). Dans cette perspective, les cerrados s'insèrent dans un système agroalimentaire de liaisons globales, en tant que producteur de *commodities*, où des flux d'informations redessinent des territoires au-delà de l'espace physique.

Dans une perspective psychologique, Guattari (1985) mettait en relation territorialité et subjectivité autant sur le plan individuel que collectif, Il a contribué à amplifier l'approche sociologique dans sa recherche d'explication de la relation entre nature (espace matériel) et culture (espace symbolique) dans la fondation d'un territoire immatériel ou symbolique par l'imaginaire humain. Cette polysémie montre la nature fluide de la notion de territoire, qui brouille les références géographiques *stricto sensu* et fait place ainsi à la distinction entre *espace* et *territoire* qui a son tour nous renvoie au thème de l'appropriation

---

[1] A propos de l'institution des cerrados brésiliens comme espace d'une agriculture moderne de céréales, voir Bertrand et al. (1990), Aniez (1992), Alho et Martin (1995), Pires (1996) et Moraes (1997, 2000).

[2] A partir des années 1960, les activités urbano-industrielles du Nordeste rompent avec le faible dynamisme du secteur primaire-exportateur et soutiennent le rythme de croissance national, présentant même, au début des années 1990, un rythme supérieur (Araújo, 1995).

symbolique de l'espace transformé en *territoire/lieu*. Selon Tuan (1980, 1983), dans la notion de territorialité humaine, l'émotion et la pensée symbolique sont fondamentales pour un sentiment d'appartenance à un endroit qui transforme l'espace en lieu.

De telles perspectives débouchent sur celle de la domination ou du contrôle politiquement structuré ; d'un autre côté, la fondation du territoire implique une appropriation (Harvey, 1994) qui inclut la dimension symbolique, identitaire et affective. C'est un chemin à explorer, sur le plan heuristique, dans le cas des cerrados du Piauí. Un certain champ de conflit s'installe entre la territorialisation du capital, commencée dans les années 1970, dans la région, établie sur l'appropriation privée de grandes étendues de terre qui rend non légitimes d'autres processus de territorialisation, et les processus traditionnels de territorialité des paysans, s'appuyant sur des bases distinctes. Prendre en compte les liaisons symboliques des groupes sociaux par rapport à leur espace/lieu permet de penser le territoire comme espace matériel et symbolique auquel sont rattachées des identités à travers différents groupes.

Les nouvelles dynamique territoriales des pôles et réseaux et le nouveau Nordeste des cerrados

La division classique de l'espace du Nordeste en *mata* (forêt native), *agreste* (type de végétation du Nurdeste) et *sertão* (zone semi-aride de l'intérieur) reflète la division physique de l'espace (littoral, zone de mata, agreste, sertão, chapadas de l'ouest, petites superficies inondables d'altitude) et traduit une des polarités communes à la description de l'organisation de l'espace, soulignée dans les attributs du milieu physique régional. Une autre division de l'espace met en relief les activités extensives en territoire, bien qu'en relation avec la division classique, et indique le besoin de penser les différents processus de construction de l'espace régional, quelques-uns d'origine ancienne, d'autres d'origine récente, nombre d'entre eux étant fortement influencés par les politiques de développement régional (Correia de Andrade, 1964 ; Mueller, 1995).

Dans le Nordeste brésilien, quatre sous-ensembles socio-économiques différents sont issus des divers processus d'occupation :
– le Nordeste de l'économie sucrière et de l'élevage, avec de puissantes oligarchies et une bourgeoisie naissante, qui s'étendait de l'Etat du Rio Grande do Norte à l'Etat d'Alagoas, dans un système sous-régional agro-exportateur traditionnel, associé au complexe des producteurs d'alcool de canne à sucre de la zona de mata ;
– celui du complexe bétail-coton-agriculture, avec son oligarchie *sertaneja* qui s'est développée grâce à l'accumulation commerciale (dans lequel l'Etat du Ceará se distinguait), constituant la zone semi-aride avec son activité agropastorale déclinante, ses sécheresses et ses excédents démographiques, mais avec aussi des zones d'irrigation ;
– celui des pôles et complexes industriels, en particulier des Etats de Sergipe et Bahia, et d'une bourgeoisie financière, dirigée depuis Salvador, ville portuaire et mercantile, où prédominent la canne à sucre, le cacao et les zones de combinaisons d'activités agricoles *sertaneja* (l'ouest de l'Etat de Bahia, des cerrados, était considéré comme un espace vide il y a encore peu de temps) ;
– celui des zones d'expansion récente de la frontière agricole (pré-Amazonie de l'Etat du Maranhão et cerrados) (Araújo, 1997 ; Mueller, 1995).

Le processus d'intégration du Nordeste est comtemporain d'une déconcentration de la production au Brésil qui a cherché à utiliser des ressources naturelles disponibles (cerrados, par exemple) dans diverses régions du pays. Les mouvements d'accumulation privée, renforcés par l'action de l'Etat et guidés par une politique de développement, ont prévu la mise en place de zones importantes de développement agro-industriel et industriel qui ont redessiné la carte antérieure en de grands réseaux ayant une forte articulation avec l'extérieur (Moraes, 2000). Pour Araújo (1997), dans le Nordeste actuel, les zones dynamiques de modernisation intense sont le complexe pétrochimique de Camaçari, le pôle agro-industriel de Petrolina-Juazeiro, dont la base est l'agriculture irriguée du fleuve São Francisco, les zones d'agriculture céréalière moderne qui s'étendent des cerrados de l'Etat de Bahia au sud de l'Etat du Maranhão et au sud-ouest de l'Etat du Piauí, le pôle moderne de culture fruitière de l'Etat du Rio Grande do Norte, qui prend appui sur l'agriculture irriguée de la vallée du Açu et dans les divers pôles touristiques littoraux.

Certaines de ces zones dynamiques sont les pôles de développement mis en place par des projets conduits par la Banco do Nordeste do Brasil (Bnb), avec l'appui du ministère au Plan et en partenariat avec le programme *Brasil em Ação* (appelé actuellement « *Avança Brasil* ») du gouvernement fédéral (Bnb, 1998). Ces pôles sont les suivants : Alto Piranhas, Açu/Mossoro, Baixo Jaguaribe, nord de l'Etat de Minas, ouest de l'Etat de Baiha, Petrolina/Juazeiro, bassin laitier de la région de Batalha, sud de l'Etat de Sergipe, sud de l'Etat du Maranhão/sud-ouest de l'Etat du Piauí[3] (BNB, 1998). Ce dernier comprend les municipalités suivantes : Balsas, Tasso Fragoso, Feira Nova do Riachão, Fortaleza dos Nogueiras, Nova Colina, São Raimundo das Mangabeiras, Alto Parnaíba, Loreto, Sambaiba (au Maranhão), Uruçui, Baixa Grande do Ribeiro, Santa Filomena, Ribeiro Gonçalves, Antonio Almeida, Manoel Emidio, Bertolínia, Sebastião Leal (au Piauí).

Selon la Bnb, la vision de pôles de développement créés à partir des matières premières locales, prédominante dans le passé, s'est transformée en l'actuelle conception de pôles de développement prenant appui sur des bases locales ou pôles de développement intégré (développement endogène : activités de base locales et projets structurants). Au lieu de transferts gouvernementaux, d'incitations financières et d'investissement externes, on agit sur des facteurs traditionnels (à partir de nouvelles données) et sur les nouveaux facteurs ou variables endogènes (connaissance, information, recherche et développement, participation sociale et stimulation des activités locales) (Bnb, 1998). Les origines de l'action intégrée se trouvent dans le programme *Brasil em Ação,* dans d'autres actions du gouvernement fédéral, dans l'initiative privée, dans des actions d'organismes régionaux ainsi que des Etats et municipalités (Correia de Andrade, 1973 ; Mueller, 1995 ; Moraes, 2000).

Dans les différents Nordeste, est apparue une certaine spécialisation dans la production des biens de consommation intermédiaires, dont une part importante est destinée aux exportations, ce qui a eu pour effet que la région a été moins touchée par la crise de ces dernières années, laquelle a concerné plutôt le secteur industriel, et plus particulièrement les secteurs producteurs de biens de capital et de biens durables. Dans les zones de cerrados (Bahia, Maranhão, Piauí) et sur les marges du São Francisco (Bahia, Pernambuco), se sont implantés une agriculture céréalière moderne, orientée vers la production de viande (cerrados), et des vergers irrigués (vallée du São Francisco) tournés vers l'exportation, qui ont joué un rôle important dans la résistance à la baisse de la demande interne, le Nordeste pouvant localement affronter la crise nationale (Araújo, 1995).

Selon des études de la Superintendência do Desenvolvimento do Nordeste (Sudene), appuyées par des économistes externes à cette institution, la croissance économique du Nordeste en 1997 (5,8 %) a été pratiquement deux fois supérieure à celle qu'a connue le Brésil (3 %), l'année 1997 étant la quatrième année consécutive à enregistrer un indice de croissance régional supérieur au chiffre national. Le Pib de la région est passé de 117,5 milliards de réaux en 1996 à 134,2 milliards en 1997, soit 15,6 % du Pib national. Le Nordeste commence alors à apparaître, dans les analyses économiques, comme une région « qui a un potentiel fantastique de croissance [et non plus comme] un gouffre pour les finances publiques », selon le ministre Mailson da Nobrega (Nordeste cresce mais que o Brasil, 1998). Le revenu par tête y a augmenté de 4,7 % en 1997, totalisant 2 996,76 réaux, alors que, durant le même période, celui du Brésil s'est accru de 1,8 %. Cependant, comme le rappelle Wanderley (1999), la région connaît quelques-uns des plus mauvais indicateurs du pays. En effet, le revenu par tête, en valeur absolue, y est encore éloigné de celui du Brésil (5 402,50 réaux). Les principaux secteurs responsables de la croissance au Nordeste, en 1997, ont été le secteur industriel (notamment la construction civile) et celui des services (communication). On relève des indices de croissance supérieurs à ceux du Brésil dans les Etats suivants : Maranhão (13 %), Alagoas (10,7 %), Sergipe (6,3 %), Paraiba (5,2 %), Rio Grande do Norte (3,5 %) et Pernambuco (3,4 %). Les Etats considérés comme non satisfaisants sont les suivants : Ceará (1,8 %) et Piauí (– 0,7 %) (Nordeste cresce mais que o Brasil, 1998).

Vers la fin des années 1960 et au début des années 1970, des changements sont intervenus dans la composition de la production du Nordeste, à l'instar des tendances générales à l'œuvre dans l'économie brésilienne. Les activités agropastorales ont perdu du poids dans le Pib, au profit des activités urbano-industrielles. Mais, en termes de croissance industrielle, le Nordeste présente encore un indice inférieur (30 %) par rapport au chiffre national (34 %). Même au début des années 1990, la région continue à être

[3] Ce pôle a récemment été divisé en deux secteurs, celui du sud du Maranhão et celui du sud-sud-ouest du Piauí (Uruçui/Gurguéia), sous des pressions politiques et de chefs d'entreprise qui défendaient la création de l'Etat du Gurguéia.

considérée comme une région plutôt agropastorale (20 %) qu'industrielle (12 %) ou tertiaire (15 %) (Araújo, 1995).

Néanmoins, le profil de la production agropastorale du Nordeste a changé. A partir des années 1970, les domaines plantés en coton, ricin, manioc et sisal régressent, alors que se développent les domaines occupés par la canne à sucre, le riz, le cacao, les haricots, les oranges et le maïs. On peut aussi observer la place croissante, dans la production régionale, de cultures non traditionnelles pour la région : papaye, mangue, pastèque, raisin (surtout dans les zones irriguées du São Francisco) ; cacao et ananas (zones fertiles du sertão et de l'agreste) ; tomate, café, soja, caoutchouc (dans des zones favorables du São Francisco, de l'agreste, du cerrado et de la zone de mata). Dans les années 1970, de tels produits représentaient 3 % de la valeur de la production agricole du Nordeste ; vers la fin des années 1980, ce chiffre passe à 13,5 % (Araújo, 1995).

Les années 1990 voient l'expansion de cette production. La région de Barreiras (Bahia), en 1999, connaît la plus grosse récolte de céréales de son histoire, d'après l'Association des producteurs irrigateurs de l'Etat de Bahia. Rien que pour le soja, on a dépassé de 1,4 million de tonnes (soit 12 %) la récolte de 1998 (1,25 million). Ces bons résultats tiennent à la régularité des pluies et à l'augmentation de la superficie cultivée, qui est passée de 556 000 ha en 1998 à 582 000 ha en 1999. La région de Barreiras, en 1999, comptait près de 900 producteurs de soja. Leur production est écoulée par le port de Malhado (Ilhéus, Bahia) qui, en 1998, a commercialisé 782 000 tonnes de produits, dont 590 000 tonnes de soja (Soja no oeste baiano vai..., 1999). Pour l'Etat du Piauí, les chiffres de 1999, au mois de mai (Ibge, 1999), étaient les suivants : 80 663 tonnes de soja pour une superficie de 32 181 ha et 86 053 tonnes de riz pour 42 499 ha. Cette corrélation riz-soja au Piauí est liée à l'ouverture de nouvelles zones de plantation.

Comme dans les zones industrielles du Nordeste, les nouveaux pôles agricoles se tournent vers l'économie extrarégionale et internationnale. Le soja du *nouveau* Nordeste est destiné en grande partie à une demande externe. Dans les zones d'intense modernisation (industrielle et agricole), il existe de fortes articulations extérieures à la région, y compris pour le traitement des produits (sauf pour les fruits frais et le raisin transformé en vin, comme une partie du soja qui est transformée en huile et en farine dans le Nordeste). Les fortes relations économiques extrarégionales, en particulier avec le marché international, présentent un plus grand dynamisme que les échanges interrégionaux. Sous cet angle, le Nordeste apparaît comme une région-marché, principalement pour le sud-est et plus particulièrement pour l'Etat de São Paulo (Araújo, 1995). Les réseaux internationaux, construits sur les relations de marché, redonnent un nouveau territoire à la région, au-delà de ses limites géographiques et politiques.

Les pôles agricoles, dans ce contexte, sont de véritables enclaves, têtes de pont des réseaux mondiaux, dans un Nordeste à la structure productive hétérogène, où on trouve diverses trajectoires étatiques et métropolitaines, prises dans un processus complexe, régionalement hétérogène, de Tdr. Pour Araújo (1997), dans ce processus, on n'établit pas de liens entre les zones modernisées et celles qui ne le sont pas, produisant ce que l'auteur appelle une fragmentation. Dans les zones de cerrados, la (ré)apparition de propositions de réorganisation politico-territoriale est à mettre en relation avec les luttes pour le pouvoir politique, comme la (re)construction des identités qui englobent les gens du sud et ceux du Nordeste, non seulement à un échelon municipal — l'exemple emblématique étant la ville de Mimoso do Ouest (Bahia) — mais aussi à l'échelon de l'Etat, avec des propositions de création de nouveaux Etats : São Francisco (ouest de Bahia), Maranhão do Sul (sud du Maranhão) et Gurguéia (sud-sud-ouest du Piauí).

Pour défendre le séparatisme, ses partisans, à la recherche d'un appui populaire, opposent des arguments dans lesquels des intérêts et pratiques politico-économiques paraissent allier l'invention et le renforcement d'identités territoriales. Aux identités « são-franciscana », « sud-maranhense » ou « gurgueiense », doivent ainsi s'ajouter des projections « sudistes » et « nordestines » ; projets de l'élite politique et économique et des segments de la population, dans une difficile articulation de représentations. Le discours de construction d'identités socio-territoriales régionales cherche à intégrer les dimensions historique (un passé relu à la lumière de nouvelles prétentions) et géographique (la distance et l'isolement des capitales des Etats). De plus, la dimension politique (abandon administratif), économique (le potentiel des nouvelles zones, tels les cerrados qui apparaissent comme des greniers à grain) et culturelle (identité propre à la région, paradoxalement née quand une nouvelle identité, du sud, cherche à s'imposer) sont des arguments qui s'emploient à construire, de façon discursive, le miracle de ressouder idéologiquement ce qui est objectivement et hiérarchiquement séparé, alors que sont

nombreuses les identités qui se croisent, toutes ayant des prétentions de légitimité (Haesbaert Costa, 1996).

Les nouveaux accords territoriaux se manifestent avec une telle complexité dans le Nordeste contemporain qu'ils requièrent, pour être compris, l'utilisation de différentes échelles d'analyse (globale, nationale, régionale et locale), tout comme la compréhension des multiples dimensions (économique, politique, culturelle) territoriales. Cela demande une analyse des liens du nouveau Nordeste des cerrados avec les réseaux transnationaux liés aux complexes agro-industriels et au capital finacier, mais aussi de la territorialisation du capital et de groupes culturellement distincts des groupes de culture locale (les paysans), mettant en relief les questions relatives à la construction de l'hégémonie politico-économique et symbolico-culturelle, en face des divisions de classe et de pouvoir social qui dépassent de tels groupes.

Cerrados du Nordeste : de l'espace vide à la frontière agricole

Jusqu'au milieu des années 1960, les cerrados du Nordeste étaient perçus comme un « jardin potager » (Mueller, 1995). Jusque dans les années 1970, le sol des cerrados était considéré comme impropre à l'agriculture, ce qui a conduit le gouvernement brésilien à privilégier l'Amazonie. Sur les 154 867 200 ha de la superficie totale du Nordeste, 62,0 % constituent la zone semi-aride, le reste (non semi-aride) correspondant aux cerrados du Nordeste, qui, d'un point de vue biologique, s'insèrent dans plus d'une province phytogéographique (Castro, 1995). Dans les Etats du Piauí, du Maranhão et de Bahia, 20,5 % de la superficie est constituée de cerrados, soit 15,8 % des cerrados du Brésil, en termes de surperficie continue.

L'insertion des cerrados du Nordeste dans l'agriculture moderne est le résultat de l'expansion de l'agriculture céréalière intensive, qui s'est implantée dans les années 1970 dans les cerrados du Brésil central et s'est étendue à l'ouest de l'Etat de Bahia où la progression du soja a été très rapide dans les années 1980, portée par des agriculteurs venus du sud du pays, appelés les *gaúchos* (ce sont les gens nés dans l'Etat du Rio Grande do Sul). La seconde étape est celle des avancées de l'agriculture commerciale, dans les cerrados du sud du Maranhão et du sud-ouest du Piauí, à partir de la seconde moitié des années 1980.

Ces avancées englobent la frontière agricole comme un espace potentiel (Sawyer, 1981) pour le capital, favorisant l'expansion des activités économiques absentes ou peu présentes. Le diagnostic de vide économique, démographique et culturel justifie les modèles de l'expansion capitaliste dans ces espaces vides. La frontière agricole, dans le modèle brésilien, est utilisée pour intensifier la production dans des zones déjà occupées, en renforçant la domination de la nature par le capital, ou pour annexer de nouvelles superficies au processus productif (Silva, 1981)[4]. Mais, comme le font remarquer Figueiredo et Trigueiro (1996), la frontière n'est pas seulement une superficie présentant un potentiel économique. C'est aussi un espace socialement défini, une large scène où divers acteurs sociaux — dans le cas présent : paysans traditionnels de la région, *projeteiros* (agriculteurs ou grandes entreprises qui ont bénéficié de subventions ou de prêts des banques ou de l'Etat, afin de financer des projets agricoles), *gaúchos*, ouvriers agricoles, *posseiros* (occupants de terres publiques ou abandonnées ayant un titre légal pour exploiter la terre), techniciens et grands entrepreneurs — composent un scénario complexe, marqué par des conflits et des tensions, dans lequel interviennent des facteurs économiques, politiques et sociaux.

Les cerrados du Nordeste se transforment en frontière agricole sous l'influence du capital, par le biais d'aides gouvernementales et d'investissements publics pour les infrastructures : « Avec le soja, s'implantent dans la région tout un ensemble d'activités et de pratiques liées à l'agriculture moderne. Entre 1980/81 et 1985/86, la superficie plantée en soja a augmenté de 143 fois et la production de 848 fois, quand la production de riz progressait aussi (...) [pour la récolte 1991/92], il a été produit 80 000 tonnes de céréales dans l'ouest de l'Etat de Bahia, en particulier du soja (460 000 tonnes), du maïs, du riz et des haricots. Pour le traitement du soja (...), on a installé, dans les communes de Barreiras, deux industries. Ces dernières années, la production de céréales a augmenté (en 1992, on produisait dans le

[4] Pour une analyse des catégories « avancé » et « frontière », voir Martins (1996) et Velho (1979).

sud du Piauí et au Tocantins environ un million de tonnes). La production s'étend au sud du Maranhão. Ces zones ne connaissent pas de récession ou de crise. On y trouve aussi des activités comme l'aviculture, l'élevage de porcs, des abattoirs. Commencent également à se mettre en place des activités de production d'engrais (fertilisants, calcaires) et d'équipements propres à l'agriculture. » (Araújo, 1997). En comparaison avec l'ouest de la Bahia, la superficie plantée en soja des cerrados du Maranhão et du Piauí n'en est qu'à ses débuts, mais, en expansion : entre 1985 et 1994, elle est passée de 32 600 à 79 100 ha, avec un taux de croissance annuel de 9,8 % (Gazeta Mercantil, 1996).

Ouest de l'Etat de Bahia

Le processus de territorialisation, déterritorialisation et reterritorialisation, qui touche les cerrados du Nordeste, est conduit par les gens du sud du pays, même s'il attire des capitalistes du sud-est et du Nordeste. Rien que dans l'ouest de Bahia, le nombre de « sudistes » était estimé à 40 000 (Haesbaert Costa, 1996). Au Piauí et au Maranhão, on peut aussi remarquer la présence de sudistes, soit en tant que gros producteurs individuels, soit au sein d'ensembles de grandes entreprises ou dans le cadre des colonies implantées par le Programme de coopération nippo-brésilienne pour le développement des cerrados (Prodecer), ou encore à travers des coopératives. La présence de sudistes au Nordeste tient aussi aux processus de colonisation/immigration, traités par Santos (1993). Une partie des *gaúchos* qui viennent dans le Nordeste sont de petits agriculteurs, arrivés dans le cadre de projets de colonisation particuliers.

On trouve également des gérants ou des fonctionnaires spécialisés de grands investisseurs agricoles, des gérants de banques, des consultants en projets agricoles, des commerçants liés directement à l'agro-business des céréales, ou encore d'autres secteurs comme les restaurants, les supermarchés, etc. Comme le fait remarquer Haesbaert Costa (1995), on assiste, dans les cerrados du Nordeste, à la construction d'un espace relativement distinct de celui élaboré par les anciens propriétaires, *posseiros* et paysans sans terre, où les relations à caractère local avaient un rôle prépondérant, avec des liens communautaires qui définissaient un rythme plus lent de mobilité sociale et géographique.

Kraychete et Comerford (1991) et Haesbaert Costa (1995, 1996) identifient deux modèles dominants de l'agencement territorial de l'ouest de l'Etat de Bahia : celui qui est en place jusque dans les années 1950-1960 et celui des années 1980-1990. Le premier se caractérise par une fragile division du travail entre le *gerais* (cerrados) et le *sertão* (vallée du São Francisco, semi-aride), tous deux tournés vers l'élevage extensif, dans un système où les fleuves commandaient la vie et l'économie régionales — avant de faire cette distinction, il faut rappeler, selon Ferreira (2000), que le gerais correspond à une partie du sertão. Le second modèle se met en place après la construction de Brasilia, avec l'ouverture de grandes routes et la perte d'influence des fleuves. La division du travail se complique, en se structurant de façon plus claire par rapport à un réseau orienté vers l'extérieur et qui inverse les rôles entre le sertão et les gerais[5] : avant, le sertão était l'axe dynamique et les gerais le vide. Aujourd'hui, les gerais affichent un plus grand dynamisme économique, laissant au sertão la conservation de la structure « socio-espace », à l'exception du pôle d'agriculture irriguée de Petrolina/Juazeiro.

Les flux qui se concentraient autour des grands fleuves se dirigent maintenant autour de la BR-242/020 (les BR sont des routes fédérales), plus particulièrement dans la zone des cerrados de l'Etat de Bahia. Les fleuves sont pompés par des asperseurs à bras oscillants qui sont connectés au réseau global des complexes agro-industriels : de 11 asperseurs en service en 1989, on est passé à 376 en 1993. Chaque asperseur couvrant une superficie de 104 ha, ce sont 39 104 ha qui sont irrigués, soit la majeure partie des 32 468 ha dans les cerrados. Avec la mise en exploitation de superficies immenses de terre en friche, destinées à la culture du soja et à son processus particulier d'urbanisation linéaire en quadrilatère, on peut observer les conséquences socio-environnementales de cette nouvelle géographie imposée à la chapada, guidée par un *idéal linéaire* qui prescrit un nouveau tracé où les espaces de cerrados (végétation originelle) deviennent minoritaires par rapport aux superficies dévastées, pour en faire le plus grand plateau mécanisable du pays. La biodiversité est de plus en plus confinée dans des sites d'accès difficile, dans les rares couloirs qui restent encore, avec leurs vallons humides identifiables aux palmiers de buritis (Haesbaert Costa, 1995, 1996).

---

[5] La catégorie « gerais » ou « campina » est utilisée dans l'ouest de Bahia. « Gerais » est utilisé dans le nord du Minas Gerais et l'est de Goiás. Au Piauí, au Maranhão et au Mato Grosso, la désignation courante est « chapada » (Pires, 1996).

Ce processus de dégradation écologique s'accompagne des protestations des groupes de défense de l'environnement qui s'inquiètent, entre autres, pour la préservation des fleuves qui naissent sur le plateau occidental de l'Etat de Bahia, à la frontière avec les Etats de Goiás et de Tocantins, où se forment les grands réservoirs en eau du fleuve São Francisco. Parmi les dommages écologiques observés, on peut citer la baisse des débits des cours d'eau et des nappes souterraines, la contamination des sources par des produits toxiques provenant de l'agriculture et l'érosion des sols perméables (Haesbaert Costa, 1995, 1996).

Les nouvelles relations de travail, fondées sur le salariat, favorisent l'expulsion des petits et moyens producteurs, ce qui entraîne la disparition des exploitations se consacrant à la production d'aliments. Une fraction réduite de ces agriculteurs a adopté de nouvelles technologies et bénéficie des services d'assistance technique et de vulgarisation rurale qui sont offerts par l'Etat. Dans les années 1990, avec la rapide expansion du soja, les déséquilibres de l'économie et de la société régionale prennent de nouvelles formes (Kraychete et Comerford, 1991). L'espace urbain est remodelé. Il s'adapte aux besoins de la reproduction de l'agriculture moderne, et on voit surgir des centres urbains importants comme les nouvelles villes de Barreiras[6] et Santa Maria da Vitoria, de nouvelles activités et de nouveaux acteurs sociaux (Fernandes *et al.*, 1998).

Selon Fernandes *et al.* (1998), l'intégration de l'ouest de l'Etat de Bahia est dirigée et dominée par les capitaux financiers et industriels à travers de grandes entreprises et des coopératives centrales, qui sont les principaux agents unificateurs de la nouvelle logique des investissements dans la région. D'après ces auteurs, bien que les activités traditionnelles n'aient pas complètement disparu, elles sont subordonnées à un nouveau sens et rythme de développement qui bouscule profondément la vie des *posseiros*, petits propriétaires, ouvriers agricoles et colons des terres irriguées de la région (Kraychete et Comerford, 1991).

Cerrados de l'Etat du Maranhão

Selon Souza Filho (1995) et Andrade (1995), les mouvements d'appropriation engagés par les groupes d'entrepreneurs dans les chapadas du sud et de l'est du Maranhão s'opposent violemment aux formes traditionnelles d'occupation et d'exploitation paysannes de la terre et des ressources en eau et forestières. Ces appropriations avaient déjà été encouragées, dans les années 1970, par le Programme de redistribution de terre et d'incitation à l'agro-industrie dans le Nord et le Nordeste (Proterra), à Balsas, au sud du Maranhão, et dans les années 1980 par la Sudene, à travers le Fonds d'investissement du Nordeste (Finor) et de la Banque nationale de développement économique et social (Bnds), dans de nombreuses municipalités du bas et moyen Parnaiba du Maranhão, provoquant des dommages écologiques sans précédent.

Ce mouvement d'intégration a commencé dans les années 1970, avec l'arrivée de techniciens officiels qui organisèrent l'installation des *gaúchos* en vue de développer la culture du riz, présentée comme le moyen de rattraper ce qu'on considérait comme un retard technologique, à savoir l'agriculture sur brûlis pratiquée par les paysans du Maranhão et perçue comme dépassée par les techniciens. Cette action qui se veut moderne, fondée sur l'introduction d'innovations technologiques et s'appuyant sur un emploi intensif du capital, tend à une meilleure productivité de l'agriculture, même si, *a posteriori*, on constate certaines méconnaissances, de la part des *gaúchos*, tant vis-à-vis de la culture du riz, cultivé pendant la saison des pluies, que des sols du Maranhão (Andrade, 1996).

Dans les années 1980, on a introduit le soja dans les cerrados du sud du Maranhão, dans le prolongement de la politique d'aide aux *gaúchos*, provoquant de ce fait des dommages écologiques, des conflits fonciers et de main-d'œuvre, de graves atteintes à la santé des travailleurs ruraux (Souza Filho, 1995). Nombreuses furent les tentatives pour implanter une agriculture moderne dans les cerrados du Maranhão, afin d'utiliser le chemin de fer de Carajás et par la suite celui de la ligne Norte-Sul afin d'écouler la production. L'Entreprise brésilienne de recherche agronomique (Embrapa) cherchait à identifier des produits agricoles adaptables à la région tout en offrant une technique permettant de développer l'agriculture des cerrados. En 1994, la Japan International Cooperation (Jica) défendait, avec

[6] En 1970, à Barreiras, 62 % des actifs travaillaient dans le secteur agropastoral. En 1980, ce chiffre est passé à 29 % et, début 1990, on estimait qu'il tomberait à 11 %.

le gouvernement brésilien, le besoin d'associer la production agricole à la production minière de la région de Carajás, en se concentrant sur l'exportation vers le marché mondial. Cette exportation combinée devait favoriser les Japonais, car elle diminuait les frais de transport (Pires, 1996).

Dans ce contexte, a été mis en place le Prodecer, à travers le Projet de colonisation générale de Balsas (PC-Gebal). Le Prodecer est un programme de colonisation privée, entrepris dans le cadre de la coopération nippo-brésilienne, à travers la Jica. Il a débuté au cours des années 1980, dans l'Etat de Minas Gerais. Dans les années 1990, il s'est étendu au Maranhão, au Tocantins et au Piauí (Pires, 1996). L'intérêt de tels projets, dans cette zone placée sous l'influence de la ligne de chemin de fer Norte-Sul, existe depuis la fin des années 1980, où des propositions sont venues de la part de la Compagnie de promotion agricole (Campo) et de l'entreprise d'ingénierie, de constructions et de chemins de fer Valec. A l'implantation du Prodecer au sud du Maranhão ont été associées quelques initiatives gouvernementales : le Programme couloir d'exportation Norte (Pcen) qui comprend le sud-ouest du Piauí, le nord du Tocantins et le sud du Maranhão, et le Pôle agro-industriel du sud du Maranhão (Polagris), conçu comme une incitation à la production de céréales et comprenant des fonds fédéraux et de l'Etat, du secteur privé et de la Bird (Pires, 1996).

L'augmentation de la production agricole et le prix relativement bon marché de la terre ont rendu le sud du Maranhão attractif pour les investisseurs. De grandes entreprises du centre-sud du Brésil se sont établies dans la région sans que les coûts sociaux ou écologiques de ce processus soient pris en compte dans la nouvelle rationalité qui faisait de cet espace un territoire. L'une des conséquences sociales en est la lente expulsion des paysans vers les villes, sous le prétexte – présent dans les discours de ceux qui pensent le développement — que ces derniers ont une faible capacité productive. En 1996, Balsas avait un taux de croissance annuel de 5,26 %, l'un des plus élevés de l'Etat ; en effet, au-delà de la migration forcée des paysans vers la ville, la haute technicité de l'agriculture pratiquée dans les nouvelles exploitations n'a pas permis l'intégration des expulsés de la campagne.

Outre les problèmes sociaux auxquels nous venons de faire référence, la territorialisation du capital dans ces régions provoque des dommages sur l'environnement. Selon Andrade (1996), les pâturages naturels du sud du Maranhão et les nombreuses ressources végétales de la chapada, comme à « fava d'anta », industrialisée par la firme pharmaceutique Merck, sont en voie de destruction. Dans le bas Parnaiba, se sont installées des entreprises liées à des groupes économiques, comme le japonais Yammar do Brasil, qui explore les cerrados pour l'industrie sidérurgique, grâce aux projets dits d'exploitation forestière durable, où « durable » est tout juste un mot apparaissant dans les stratégies des entreprises qui sont à l'origine de la concentration foncière et de la dégradation des forêts natives (Andrade, 1995 ; Shiraishi Neto, 1995). Après la dévastation d'immenses superficies de cerrados au sud du Maranhão, par des entreprises liées à ce groupe japonais, près de cent mille hectares ont été vendus à l'entreprise Suzano pour le reboisement à partir d'eucalyptus, afin que cette dernière puisse pratiquer l'exploitation de la cellulose.

Cerrados de l'Etat du Piauí

L'Etat du Piauí possède environ 11,5 millions d'hectares de cerrados, ce qui équivaut à 6 % de la superficie totale des cerrados du Brésil et à 37,3 % des cerrados du Nordeste. Sur ce total, 70,4 % (correspondant à 33 % de la superficie de l'Etat) se trouvent dans des zones de cerrados au sens strict et 29,65 % dans des zones de transition. Le Piauí occupe la quatrième place dans le pays et la première dans le Nordeste et ces cerrados se localisent, dans leur majorité, et en superficie continue, dans la « grande région » du sud-ouest du Piauí qui s'étend sur cinq microrégions (haut Parnaiba du Piauí, Bertolínia, Floriano, haut moyen Gurguéia et Extrême Sud ; Gouvernement du Piauí, 1992), soit environ 8,35 millions d'hectares (Castro, 1995). Cette grande région est limitée à l'ouest par l'Etat du Maranhão, au sud par les Etats du Tocantins et de Bahia et à l'est par la zone semi-aride du Piauí.

Malgré la faible fertilité naturelle des sols, l'eau souterraine et de surface se trouve en grande quantité, avec des fleuves comme le Parnaiba (sud et nord de l'Etat), le Gurguéia (sud-ouest) et l'Uruçuí Preto (sud-ouest). On peut aussi mentionner, parmi les ressources en eau, la très riche nappe phréatique de la vallée du Gurguéia. Mais la région a toujours été considérée, par des économistes du Piauí, comme ayant une économie peu dynamique, peu attractive pour la masse de la population, malgré son énorme potentiel, surtout si on prend en compte ses ressources en eau disponibles et le relief propice à l'agriculture mécanisée. Ainsi, la catégorie espace vide est, comme dans le reste du Brésil, un des leitmotivs du

discours dominant et la justification pour l'incorporation des cerrados comme frontière agricole (Moraes, 2000). Le diagnostic d'espace vide tient aussi à la densité démographique de la région, qui est de 2,6 habitants au kilomètre carré, en moyenne. La part de la population des communes de la région par rapport à la population totale de l'Etat est d'environ 8,6 %.

La structure foncière dans la région est concentrée. Au début des années 1990, les unités de moins de 10 ha représentent près de 51,85 % des propriétés et à peine 0,9 % de la superficie des terres. Les unités de 10 à moins de 500 ha représentent 43,6 % des propriétés et 25 % de la superficie et les unités de plus de 500 ha 4,6 % des propriétés mais 73,7 % de la superficie. Près de 94 % de la superficie sont contrôlés par les grands propriétaires, bien que partiellement exploités, alors que 52 % de non-propriétaires ou avec des titres de propriété précaires occupent seulement 6,1 % de la superficie, 24,7 % sont des *ocupantes* (paysans occupant des terres publiques ou abandonnées sans titre légal pour exploiter la terre), 3,8 % des *parceiros* (paysans qui, en échange de la terre, donnent une partie variable de leur production au propriétaire) et 2,8 % des métayers. La superficie moyenne des domaines exploités par les propriétaires est de 288,3 ha. Un petit nombre de propriétaires contrôle plus de 90 % de la superficie totale de la région (Torres et Andrade, 1991).

L'investissement économique dans la région, durant ces trente dernières années, a été appuyé par la politique de développement engagée dans les années 1960 par la Sudene, prévoyant la modernisation de l'agriculture du Nordeste. Parmi les éléments attractifs pour les capitaux privés, il y avait la très faible valeur des terres, ce qui compensait les coûts de la fertilisation des sols, et la possibilité pour les chefs d'entreprise brésiliens de se protéger de la crise économique qui se profilait dans le pays. L'acquisition des terres était financée par le Fonds d'investissement du Nordeste (Finor-Agropécuario). La course à l'acquisition de terres par de grands investisseurs, de 1960 à 1985 environ, était perçue comme une possibilité de valorisation future (Moraes et Messias da Costa, 1987), puisque la simple monopolisation donnait déjà la garantie au propriétaire d'une augmentation de son patrimoine.

Au rythme de la politique nationale de modernisation de l'agriculture, l'Etat du Piauí, à travers la Compagnie de développement du Piauí (Comdepi), a mis de grandes quantités de terres publiques en vente, qui ont été achetées par des capitaux privés, au profit des projets de reboisement financés par le Fonds d'investissement sectoriel (Fiset) (Oliveira, 1999). Sur l'ensemble des terres financées par le Finor, au Nordeste, 48,1 % se trouvent au Piauí.

De telles mesures ont favorisé une territorialisation du capital dans la région, qu'on peut percevoir dans les discours locaux centrés sur deux types idéaux d'acteurs collectifs : les *projeteiros* et les *gaúchos*. *Projeteiros* est une appellation donnée par la population locale aux propriétaires des grands projets de reboisement d'anacadier et de manguier ainsi que d'élevage, dans les années 1970 ; *gaúchos* (Andrade, 1984 ; Haesbaert Costa 1995 ; Moraes, 2000) est un terme qui désigne, de façon globale, les nouveaux investisseurs de la décennie 1980, liés aux réseaux globaux du complexe viande-céréales, qui s'installèrent dans la région pour exploiter les monocultures du riz et du soja dans les chapadas.

L'« ère des *projeteiros* » a commencé dans la seconde moitié des années 1970, à la faveur des forts avantages fiscaux et des crédits consentis, en vue de l'acquisition de terres, aux grands projets de reboisement. Si, au début, les paysans se sont mobilisés devant la possibilité d'obtenir un emploi et donc de recevoir un salaire, d'avoir des routes, actuellement, les témoignages locaux révèlent une situation dans laquelle les *projeteiros* auraient plutôt à leur disposition une main-d'œuvre bon marché, de la terre en abondance et une législation agraire étatique sans contrôle dans le sud-ouest du Piauí. Comme l'Etat du Piauí possédait, à l'époque, de nombreuses terres qui n'étaient pas régularisées, les faits indiquent que se sont établis, dans un tel contexte, des accords douteux avec « *grilagem de terras* » (appropriation non légale de terres qui va jusqu'à la confection de faux documents), dénoncés par la Commission parlementaire d'enquête sur les conflits agraires et d'analyse juridique des appropriations des terres publiques (Assemblée législative du Piauí, 1998). Dans l'imaginaire local, ces investissements dans la région, à la fin des années 1970 et au début des années 1980, cacheraient des intérêts liés aux entreprises minières de groupes japonais, pour lesquels l'agriculture ne servirait que de couverture (Moraes, 2000). De ce point de vue, la proposition de la formation de l'Etat du Gurguéia viserait la construction d'un nouveau bloc politique lié à un nouvel Etat, afin de s'approprier les richesses et les terres de la région. A ce discours local correspond la version officielle de la présence de la Jica dans la région, pour la mise en place du Prodecer.

La majorité des grands projets implantés dans la région, à la fin des années 1970, a été ultérieurement abandonnée. Les traces en sont encore visibles : zones dévastées, grandes plantations d'anacadiers et structures fixes (séchoirs, entrepôts, etc.) à l'abandon. Actuellement, d'anciens *posseiros* cherchent à revenir dans ces domaines et découvrent un écosystème relativement modifié par l'agriculture aux effets préjudiciables qui y a été pratiquée. Ainsi, un groupe formé par cinquante familles, de la commune de Uruçui et des communes voisines, a occupé les terres du projet Saponga (sur la commune de Sebastião Leal) en décembre 1998. Plusieurs membres de ce groupe plantaient du riz, depuis 1997, dans cette propriété avant son occupation définitive.

Dans un second temps, est annoncé dans les discours locaux ce qu'on dénomme l'« ère des *gaúchos* », qui correspond à l'implantation de projets de monoculture de riz et, plus récemment, de soja dans les chapadas. Le discours sur la modernisation de l'agriculture du Piauí apparaît dès la fin des années 1970 (Moraes, 2000). En 1985, l'Unité de recherche agricole de l'Embrapa (Embrapa/Uespae) de Teresina disposait des résultats obtenus dans le cadre d'une recherche technologique sur la culture du soja dans les cerrados du Piauí et célébrait l'accord entre l'Embrapa et le Cpac (Centre de recherche agricole des cerrados), qui avait pour objectif d'appuyer des recherches dans la région. En 1992, le gouvernement de l'Etat dévoilait sa stratégie pour promouvoir le développement des cerrados (Fondation Cepro, 1992), orientée vers l'agro-business du complexe viande-céréales. Mais, selon les *gaúchos* installés dans la région, la rhétorique du gouvernement n'était pas à la mesure des actions nécessaires à la résolution des problèmes d'infrastructures.

Afin de dépasser les questions de cette nature, a été mis en place, à la fin des années 1990, le pôle de développement intégré Uruçui/Gurguéia, région « qui sera le plus gros producteur de céréales et de viande de l'Etat du Piauí, aussi bien que de produits issus de l'agriculture irriguée, ayant une haute compétitivité et une forte insertion sur le marché international[7]. La vitalité du pôle sera assurée grâce à une infrastructure économique et sociale minimale, à une intégration des chaînes productive et commerciale, à la récupération de l'idée de citoyenneté, au respect de l'environnement et à la massification du processus de formation professionnelle » (Bnb, 1999).

En relation avec la territorialité des paysans de la région, on constate, jusqu'à présent, les déplacement provoqués par l'intégration des chapadas. Ces paysans sont actuellement soit confinés dans les vallées et donc dans l'impossibilité de continuer à exploiter de manière traditionnelle les ressources que l'écosystème leur offrait, témoignant de la crise écologique (Wolf, 1984) que subissent ces paysans, soit repoussés vers la périphéries des villes, ou encore obligés de payer des loyers pour pouvoir planter du riz dans les chapadas.

La chapada ou *serra* (colline) désigne localement les terrains hauts et plats, très étendus, qui portent des arbres bas et rares, un type d'herbe à dominante agreste, avec un climat sec. En économie paysanne traditionnelle, ces zones étaient considérées comme propices à la chasse, à la cueillette de fruits, de miel et de plantes médicinales, ainsi qu'à l'élevage de bovins, de cochons et de chèvres en liberté (sans clôtures). Dans les chapadas, on trouve également des zones de *carrasco* (végétation plus dense, favorable à la chasse et à la cueillette) et d'autres avec des arbres plus élevés qui constituent le *cerradão*, où se trouvent les bois considérés comme nobles. Les parties en contrebas correspondent aux terres de la vallée, plus humides en raison des fleuves, rivières et lacs. Ces sols plus riches que ceux des chapadas sont le lieu d'installation de petites communautés de paysans, avec des plantations de légumes (ensemble des céréales cultivées), des arbres fruitiers et des pâturages plantés. On y trouve aussi des zones de végétation qui comportent des arbres plus élevés aux bois nobles (Moraes, 2000).

Avec l'occupation de ces espaces par la monoculture de céréales, les paysans se trouvent peu à peu enfermés dans les vallées et, progressivement, dans l'impossibilité d'exploiter les ressources naturelles dont ils disposaient pour leur reproduction sociale. Ainsi, l'élevage des bovins et des autres animaux doit être pratiqué en enclos, afin que le bétail échappé ne soit pas tué sur les propriétés des grands projets. Cette situation a entraîné également le départ des paysans vers les villes de la région, qui voient ainsi s'accroître leur population. Dans la ville de Uruçui, par exemple, des quartiers comme Aeroporto sont apparus vers la fin des années 1980 et sont composés, en grande majorité, de familles déplacées venant de ces zones agricoles. Des indicateurs montrent que la prédominance de la population rurale sur la

---

[7] Le soja sort du Piauí par le port de Ponta da Madeira (MA), à 25 dollars la tonne, alors que le soja envoyé du centre-ouest part du port de Paranagua, au Paraná, à 75 dollars la tonne (Gazeta Mercantil, 1998).

population urbaine se modifie dans la région, avec une croissance proportionnellement plus importante de la population urbaine : en 1970, la première représentait 64,9 % et la seconde 35,1 % de la population totale de la région ; en 1980, cette proportion était respectivement de 57,5 % et de 42,5 %. Face au manque de terre et de travail, l'une des solutions adoptées par les paysans a été le métayage dans les chapadas, afin de cultiver du riz, ce qu'on peut considérer comme une modernisation précaire et imcomplète pour ces paysans qui essaient de sortir du cercle de l'exclusion (Moraes, 2000).

La déception des paysans vis-à-vis de l'« ère des *projeteiros* » rejaillit sur l'image que les populations ont des *gaúchos* qui arrivent au Nordeste. Ceux-ci, en grande partie, appartiennent à une génération née ou qui a immigré encore enfant dans l'Etat du Mato Grosso, d'où ils partent à la recherche de terres moins chères et plus vastes. Pour eux, le type d'expérience du Mato Grosso do Sul, avec son processus de modernisation agricole et d'urbanisation accélérée favorisé par la présence massive de sudistes, est la référence en tant que modèle de progrès pour les cerrados, ce qui n'est pas sans entraîner, de la part des sudistes, un regard quelque peu condescendant sur les populations locales, comme si ces dernières étaient inférieures. Une distinction s'opère entre ceux qui sont capables ou incapables de promouvoir le progrès, cette vision étant partagée par les agents du développement en général, qui ne prennent pas assez en compte les vallées et leurs habitants. D'où une vision uniforme des cerrados qui considère seulement les espaces de rationalité des grands projets et pas les autres. Dans ce sens, les chapadas vont être conquis par une rationalité qui, d'une part, rejette et ignore l'écosystème des cerrados pris dans son ensemble et, d'autre part, renvoie à l'individualité des pratiques agricoles différentes, en les qualifiant d'irrationnelles et de dépassées.

Dans ce contexte d'exclusion, les paysans s'organisent en syndicats et coopératives, mais aussi, plus récemment, en petits groupes pour constituer des unités de production rentables et pouvoir planter du riz sur les chapadas, en prenant en métayage des domaines abandonnés, grâce à l'appui du Programme national de renforcement de l'agriculture familiale (Pronaf) dont les fonds sont souvent libérés avec retard. Sans autre appui institutionnel, ces paysans font appel à leurs propres coopératives et syndicats pour répondre à des questions qui vont de l'élaboration de projets à la location de machines, en passant par le transport des personnes et des céréales, etc. Cette culture paysanne du riz dans les domaines doit être considérée comme une agriculture d'approvisionnement (Sahlins, 1983 ; Moraes, 2000), alors que, pour les *gaúchos*, le riz est une culture pratiquée en rotation avec le soja, afin de fixer dans le sol les éléments nutritifs dont le soja a besoin : on le cultive durant les trois premières années en appliquant de la *calagem* (calcaire) pour corriger l'acidité du sol et permettre la culture du soja, mais cette pratique est susceptible de favoriser la toxicité du sol des cerrados plus que le riz.

Habitués de longue date à un système de culture sur brûlis (Moraes, 2000) dans les vallées, les paysans doivent faire face à des changements dont le rythme et l'intensité étaient jusque-là inconnus. Le mode traditionnel de travail, qui associe agriculture et cueillette, connaît de profondes modifications au sein d'un espace social de plus en plus réduit, avec en toile de fond une crise du monde naturel, en raison des brutales mutations dans l'utilisation des grands espaces (Moraes, 2000). Des bouleversements importants se produisent également dans les pratiques fondées sur la propriété familiale et collective. Ce système qui fonctionnait dans le passé comme un moyen de territorialiser des groupes de paysans de la région, comme fondation d'un lieu s'est, dans les années 1970, profondément modifié. La territorialisation liée au capital a entraîné l'illégitimité des systèmes traditionnels d'utilisation de la terre, fondés sur la possession familiale des vallées et des terres humides, et d'exploitation collective des zones de chapadas.

Le fait que ces chapadas soient, dans l'économie traditionnelle, des aires communes (possession collective) gérées selon une *économie morale* (Scott, 1976 ; Thompson, 1984) ou *économie de réciprocité* (Sabourin, 2000) et fondées sur le droit coutumier, sans clôture des propriétés, a alimenté une vision ethnocentrique chez les techniciens et les chercheurs. Pour eux, de tels espaces n'étaient pas utilisés par les paysans car ils ne leur attribuaient que peu de valeur (Andrade, 1995). Cela traduit aussi bien une méconnaissance de la relation que ces populations entretiennent avec l'environnement des cerrados qu'une déqualification sociale des formes d'utilisation des chapadas autres que celle imposée par la rationalité technologique moderne. Ainsi, dans les cerrados du Piauí et du Maranhão, la recherche officielle menée par l'Embrapa ne fait, jusqu'à présent, aucune mention d'un projet portant sur l'agriculture pratiquée par les paysans, alors que de nombreuses études s'intéressent aux agriculteurs modernes. Si, dans la vision ethnocentrique de la chapada comme espace vide, il n'y a pas eu expulsion des paysans par les grands projets agricoles, cela est démenti par les témoignages de ces derniers.

Conclusion

Dans les nouvelles dynamiques territoriales en cours dans le Nordeste brésilien, le *nouveau* Nordeste des cerrados peut être considéré comme un sous-espace régional qui réunit des caractéristiques naturelles propices à l'agriculture mécanisée, possédant une structure foncière qui a rendu possible l'appropriation privée de vastes étendues de chapadas par des acteurs sociaux appartenant à des réseaux globaux de modernisation agricole liés principalement au complexe agro-industriel du soja. Dans la perspective du développement territorial, il est impératif de comprendre le processus de territorialisation, déterritorialisation et reterritorialisation en cours, dans lequel les forces nouvelles que sont les grandes entreprises provoquent une segmentation verticale du territoire, ce qui n'est pas sans répercussions sur la vie de fractions significatives des populations locales, tels les paysans. Dans ce processus, l'espace est désorganisé et réorganisé à partir de pôles dynamiques, dans une segmentation verticale soit du territoire en tant que marché, soit du marché en tant que territoire.

Dans ce contexte, il s'agit de (re)découvrir des mécanismes permettant de promouvoir une nouvelle vision horizontale des relations, tournée vers le social, en y associant les populations locales massivement exclues du processus en cours, de façon à ce que la dimension symbolico-culturelle du territoire/lieu soit préservée. Si, pendant les deux dernières décennies, on a créé au Brésil ce que Santos (1988) appelait de véritables armées de réserve de lieux susceptibles d'accueillir des activités économiques de type hégémonique, il est urgent de construire un modèle social de territorialité, pour lequel il faut se mobiliser de toute part.

Dans les cerrados du Nordeste, et plus particulièrement du Piauí, vivent des paysans traditionnels, enracinés dans ces régions depuis très longtemps, qui ont établi une relation d'appropriation des ressources naturelles reposant sur des critères différents de ceux de l'appropriation privée du territoire, alliée à une classification complexe des ressources naturelles, élaborée au fil des générations. L'image des espaces vides doit être remise en question par ces sujets sociaux pour qui l'environnement des cerrados est un mode de vie, un lieu de l'expérience et de la construction de la territorialité.

Bibliographie

ABRAMOVAY R., 1999. Do setor ao território : funções e medidas da ruralidade no desenvolvimento contemporâneo. Primeiro relatório de pesquisa. São Paulo/Rio de Janeiro, Brasil, Ipea, Projeto Bra/97/013 : Interrelações entre as transformações demográficas e a agenda social.

ANDRADE M.P., 1984. Os gaúchos descobrem o Brasil : os pequenos produtores agrícolas do sertão maranhense frente à implantação de projetos agropecuários. São Luís, Brasil, Cáritas Brasileira Estudos e Pesquisa, 147 p.

ANDRADE M.P., 1995. A produção de carvão vegetal e o plantio de eucalipto no leste maranhense. *In* Conceição F.G. (org.). Carajás : desenvolvimento ou destruição ? Relatórios de Pesquisa. São Luís, Brasil, Cpt, p. 15-64.

ANDRADE M.P., 1996. A farsa dos projetos de manejo florestal sustentado : fachada ecológica para a devastação e concentração fundiária. Boletim do Museu Paraense Emílio Goeldi, Antropologia, 12 (1) : 7-36.

ANIEZ P., 1992. Les cerrados, un « espace frontière » brésilien. Montpellier, France, Reclus/Orstom.

ARAUJO T.B., 1995. Nordeste, Nordestes : que Nordeste ? *In* Affonso R.B.A., Barros Silva P.L. (org.). Federalismo no Brasil : desigualdades regionais e desenvolvimento. Unesp, p. 125-305.

ARAUJO T.B., 1997. Herança de diferenciação e futuro de fragmentação. Estudos Avançados, 29 (abril) : 7-36.

ASSEMBLEIA LEGISLATIVA DO PIAUI, 1998. Relatório conclusivo : Comissão Parlamentar de Inquérito dos Conflitos Agrários e da Análise Jurídica das Alienações das Terras públicas Patrimoniais. Teresina, Brasil, 74 p.

BERTRAND J.P., THERY H., WANIEZ P., 1990. Les Japonais et la mise en valeur agricole des cerrados au Brésil : pour quelle maîtrise de l'espace et de l'approvisionnement alimentaire ? Comunication à la Societé française d'économie rurale, 5-6 juin 1990, 28 p.

BNB, 1998. Documento Referencial do Pólo de Desenvolvimento Integrado Sul do Maranhão Sudoeste do Piauí. 35 p.

BNB, 1998. Notícias, agosto/98, p. 02.

BNB, 1999. Plano de Ação (visão de futuro). Pólo Uruçuí/Gurguéia, 15 p.

BNB, BRASIL EM AÇÃO, 1998. Pólos de desenvolvimento integrado no Nordeste. Projeto do Banco do Nordeste com apoio do Ministério do Planejamento. 23 p.

CASTRO A.A.J.F., 1995. Comparação florístico-geográfica (Brasil) e fitossociológica (Piauí, São Paulo) de amostras de cerrados. Tese (doutorado em Biologia), Universidade Estadual de Campinas, Campinas, Brasil, Unicamp.

CORREIA DE ANDRADE M., 1964. A terra e o homem no Nordeste. São Paulo, Brasil, Brasiliense.

CORREIA DE ANDRADE M., 1973. Espaço, polarização e desenvolvimento. A teoria dos pólos de desenvolvimento e a realidade nordestina. São Paulo, Brasil, Brasiliense.

COURBIN A., 1989. Território do vazio. A praia e o imaginário ocidental. São Paulo, Brasil, Schwarz Ltda.

CUNHA A.S. (coord.), 1994. Uma avaliação da sustentabilidade da agricultura nos cerrados. Brasília, Brasil, Ipea, Relatórios de pesquisas.

FERNANDES A., SANTOS FILHO M., ALMEIDA P.H., 1998. A modernização do campo nos cerrados baianos. Espaço e Debates, 25 : 63-75.

FERREIRA A.B.H., 1999. Novo Aurélio : o dicionário da língua portuguesa. Rio de Janeiro, Brasil, Nova Fronteira, 2 128 p.

FIGUEIREDO V.M., TRIGUEIRO M.G.S., 1986. O processo de modernização das fronteiras agrícolas : a região geoeconômica de Brasília. Cadernos de Difusão de Tecnologia, 3 (2) : 199-224.

FUNDAÇÃO CEPRO, 1969. Piauí : evolução, realidade e desenvolvimento. Teresina, Brasil, Fundação Cepro.

FUNDAÇÂO CEPRO, 1992. Cerrados Piauíenses : estudo preliminar de suas potencialidades. Teresina, Brasil, Fundação Cepro, 64 p.

GAZETA MERCANTIL, 1998. Balanço anual, Piauí. Outubro/98.

GOVERNO DO ESTADO DO PIAUÍ, 1992. Seminário Piauí : Caminhos do desenvolvimento. Teresina, Brasil, Seplan.

GUATTARI F., 1985. Espaço e poder : a criação de territórios na cidade. Espaço e Debates, 5 (16) : 109-120.

GUIVANT J.S., 1994. Encontros e desencontros da sociologia rural com a sustentabilidade agrícola. Uma revisão temática. Rio de Janeiro, Brasil, Relume-Dumará, Bib-Anpoc's, nº 38, p. 51-78.

HAESBAERT COSTA R.H., 1995. « Gaúchos » no Nordeste : modernidade, des-territorialização e identidade. Tese (doutorado em Geografia), São Paulo, Brasil, Usp.

HAESBAERT COSTA R.C., 1996. Gaúchos e baianos no novo Nordeste : entre a globalização econômica e a reinvenção de identidades territoriais. *In* Castro I.E. *et al.* (org.). Questões atuais da reorganização do território. Rio de Janeiro, Brasil, Bertrand Russel, p. 367-415.

HARVEY D., 1994. A Condição pós-moderna. São Paulo, Brasil, Loyola, 4ª edição.

IBGE, DERE/NE-3/DIPEQ/PI, 1999. Levantamento sistemático da produção agrícola. Produção dos projetos nos cerrados do Piauí. Teresina, Brasil.

KRAYCHETTE G., COMERFORD J.C., 1991. Oeste baiano. Os movimentos sociais face ao novo cenário regional. Cadernos Ceas, 131 (jan.-fev.).

KRAYCHETTE G., COMERFORD J.C., 1991. A nova face agrária do Oeste baiano : diversidade e ambigüidades. Cadernos Ceas, 132 (março-abril).

LIMA J.C.C., 1995. Gurguéia : um estado com vontade de nascer. Brasília, Brasil, Câmara dos Deputados.

MARTINS J. de S., 1996. O tempo da fronteira. Retorno à controvérsia sobre o tempo histórico da frente de expansão e da frente pioneira. Tempo Social, 8 (1) : 25-70.

MONTEIRO M.S.L., 1993. Grandes propriedades financiadas pelo Finor. Agropecuário no Piauí : análise dos impactos sócio-econômicos. Dissertação (mestrado em Economia Rural), Campina Grande, Brasil, Ufpb.

MORAES A.C.R., MESSIAS DA COSTA W., 1987. A valorização do espaço. São Paulo, Brasil, Hucitec.

MORAES M.D.C., 1997. Espaço e memória social dos cerrados : de espaço vazio a espaço agrícola moderno. *In* 35° Congresso Brasileiro de Economia e Sociologia Rural. Anais. Natal, Brasil, Sober.

MORAES M.D.C., 1999. Redesenhando territórios no novo Nordeste (o caso dos cerrados no Sul/Sudoeste Piauíense). Artigo apresentado no GT09 – Desenvolvimento Territorial (Rural-Urbano), do IX Encontro de Ciências Sociais Norte-Nordeste, em Natal-RN, agosto/99.

MORAES M.D.C., 2000. Memórias de um sertão desencantado (modernização agrícola, narrativas e atores sociais no sudoeste Piauíense). Tese (doutorado em Ciências Sociais), Universidade Estadual de Campinas, Campinas, Brasil, Unicamp, 481 p.

MUELLER C.C., 1995. Projeto Áridas. GT IV. Organização do espaço regional e agricultura. Relatório Final. Brasília, Brasil.

Nordeste cresce mais que o Brasil, 1998. Folha de São Paulo, Seção Economia, 21/06/98. São Paulo, Brasil.

OLIVEIRA P.A., 1990. A metamorfose da Arribação. Fundo público e regulação autoritária na expansão econômica do Nordeste. Novos Estudos Cebrap, 17 : 67-92.

OLIVEIRA P.A., 1999. A participação das políticas públicas de incentivos financeiros na exploração dos cerrados Piauíenses. Teresina, Brasil, 7 p.

PIRES M.O., 1996. Desenvolvimento e sustentabilidade : um estudo sobre o Programa de Cooperação Nipo-Brasileira para o Desenvolvimento dos Cerrados (Prodecer). Dissertação (mestrado em Sociologia), Brasília, Brasil, Unb.

RAFFESTTIN C., 1986. Ecogenèse territoriale et territorialité. *In* Auriac F., Brunet R. (éd.). Espaces, jeux et enjeux. Paris, France, Fayard/Fondation Diderot.

RAFFESTTIN C., 1988. Repères pour une théorie de la territorialité humaine. *In* Dupuy G. (éd.). Réseaux territoriaux. Caen, France, Paraugme.

SABOURIN E., 2000. Changements sociaux, action collective et intervention externe. *In* Caron P., Sabourin E. (dir.), Paysans du Sertão, Montpellier, France, Cirad, coll. Repères.

SAHLINS M., 1983. Sociedades tribais. Rio de Janeiro, Brasil, Zahar, 148 p.

SANTOS J.V., 1993. Matuchos : exclusão e luta. Do Sul para a Amazônia. Petrópolis, Brasil, Vozes.

SANTOS M., 1999. Guerra dos lugares. Folha de São Paulo. São Paulo, 08 de agosto/99, p. 3, c. 5.

SAWYER D., 1981. Ocupação e desocupação da fronteira agrícola no Brasil : ensaio de interpretação estrutural e espacial. *In* Seminário Expansão da fronteira agropecuária, meio ambiente na América Latina. Brasília, Brasil, Unb.

SCOTT J., 1976. The moral economy of peasants : rebelions and subistense in the southeast Asia. New Hawen, Conn., USA, Yale University Press.

SHIRAISHI NETO J., 1995. Grilagem de terras no leste maranhense. *In* Carajás : desenvolvimento ou destruição ? Relatórios de Pesquisa. São Luís, Brasil, Cpt, p. 67-77.

SILVA J., 1981. O resultado da modernização dos anos 70. Estudos Econômicos, 11 (1).

Soja no oeste baiano vai..., 1999. Meio Norte, seção Regional, de 24/01/99. Teresina-PI, Brasil.

SOUZA FILHO B.A, 1995. A produção de soja no Sul do Maranhão e seus impactos para segmentos camponeses da região. *In* Conceição F.G. (org.). Carajás : desenvolvimento ou destruição ? Relatórios de Pesquisa. São Luís, Brasil, Cpt, p. 243-274.

THOMPSON E.P., 1981. A miséria da teoria ou um planetário de erros. Rio de Janeiro, Brasil, Zahar.

THOMPSON E.P., 1984. La economia moral de la multitud en la Inglaterra del siglo XVIII. *In* Tradición, revuelta y consciencia de classe. Estudios sobre la crisis de la sociedad pre-industrial. Barcelone, Espagne, Crítica, p. 62-134.

TORRES R.N.C., ANDRADE M.E.S., 1991. Os cerrados do Piauí e seus aspectos sócio-econômicos. Carta Cepro, 14 (1) : 43-50.

TUAN Y.F., 1980. Topofilia. São Paulo, Brasil, Difel.

TUAN Y.F, 1983. Espaço e lugar : a perspectiva da experiência. São Paulo, Brasil, Difel.

VELHO O.G., 1979. Capitalismo autoritário e campesinato (um estudo comparativo a partir da fronteira em movimento). São Paulo, Brasil, Difel.

VILELA S.L., 1999. Globalização e emergência de múltiplas ruralidades : reprodução social de agricultores via produtos para nichos de mercado. Tese (doutorado em Ciências Sociais), Campinas, Brasil, Unicamp.

WANDERLEY M.N.B., 1997. O « lugar » dos rurais : o meio rural no Brasil moderno. *In* Congresso Brasileiro de Economia e Sociologia Rural, Natal-RN. Anais. Natal, Brasil, Sober, p. 90-113.

WANDERLEY M.N.B., 1999. Laboratório de observação permanente sobre as transformações do mundo rural do Nordeste. Marco de referência. Recife, Brasil, Ufpe, 13 p.

WOLF E., 1984. Guerras camponesas do século XX. São Paulo, Brasil, Global.